

C-50

First Session, Thirty-seventh Parliament,
49-50-51 Elizabeth II, 2001-2002

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-50

An Act to amend certain Acts as a result of the accession of
the People's Republic of China to the Agreement
Establishing the World Trade Organization

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
APRIL 26, 2002**

C-50

Première session, trente-septième législature,
49-50-51 Elizabeth II, 2001-2002

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-50

Loi modifiant certaines lois en conséquence de l'accession
de la République populaire de Chine à l'Accord
instituant l'Organisation mondiale du commerce

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 26 AVRIL 2002**

SUMMARY

This enactment gives effect to the rights of Canada pursuant to the Protocol on the Accession of the People's Republic of China to the World Trade Organization that came into effect on December 11, 2001.

The enactment amends the *Canadian International Trade Tribunal Act*, the *Customs Tariff* and the *Export and Import Permits Act* to authorize the Governor in Council to impose, under certain conditions and after an inquiry by the Canadian International Trade Tribunal, special trade measures to protect Canadian industries from injury or threat of injury that could be caused by imports from the People's Republic of China. These special trade measures, called safeguards, will be available until December 11, 2013.

The enactment also amends the *Special Import Measures Act* to allow the Canada Customs and Revenue Agency greater flexibility in conducting anti-dumping investigations related to imported Chinese goods when the price or the cost of production of those goods in China is not determined by market economy conditions.

SOMMAIRE

Le texte donne effet aux droits du Canada dans le cadre du Protocole d'accession de la République populaire de Chine à l'Organisation mondiale du commerce en vigueur depuis le 11 décembre 2001.

Le texte modifie la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, le *Tarif des douanes* et la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* pour permettre au gouverneur en conseil d'imposer, dans certaines conditions et après une enquête du Tribunal canadien du commerce extérieur, des mesures commerciales spéciales en vue de protéger les industries canadiennes d'un dommage ou d'une menace de dommage qui pourrait être causé par des importations en provenance de la République populaire de Chine. Le gouverneur en conseil peut avoir recours à ces mesures commerciales spéciales, appelées sauvegardes, jusqu'au 11 décembre 2013.

Le texte modifie aussi la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* pour accorder à l'Agence des douanes et du revenu du Canada une plus grande flexibilité lors d'enquêtes anti-dumping relatives à des marchandises importées de la République populaire de Chine, lorsque le prix ou le coût de production de ces marchandises en Chine n'est pas établi dans le cadre d'un marché où joue la concurrence.

All parliamentary publications are available on the
Parliamentary Internet Parlementaire
at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire »
à l'adresse suivante:

<http://www.parl.gc.ca>

BILL C-50

An Act to amend certain Acts as a result of the accession of the People's Republic of China to the Agreement Establishing the World Trade Organization

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. 47
(4th Supp.)

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL ACT

1. Paragraph 26(1)(c) of the *Canadian International Trade Tribunal Act* is replaced by the following:

(c) where an inquiry, except an inquiry under sections 30.21 to 30.25, in relation to like or directly competitive goods has been completed or terminated by the Tribunal under this Act during the twenty-four month period preceding the date of receipt of the complaint, that the circumstances are sufficiently different to warrant a new inquiry.

2. Subsection 29(4) of the French version of the Act is replaced by the following:

(4) Le Tribunal fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis pour chaque rapport établi en application du paragraphe (1) et en avise les autres intéressés.

3. Subsection 30(4) of the French version of the Act is replaced by the following:

(4) Le Tribunal fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis de transmission pour chaque rapport visé au paragraphe (1) et en notifie les autres intéressés.

4. The Act is amended by adding the following after section 30.19:

Publication
d'avis

Publication
d'avis

PROJET DE LOI C-50

Loi modifiant certaines lois en conséquence de l'accession de la République populaire de Chine à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

LOI SUR LE TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

1. L'alinéa 26(1)c) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* est remplacé par ce qui suit :

c) que les faits en cause sont suffisamment différents de ceux présentés au cours des enquêtes tenues par le Tribunal sous le régime de la présente loi, à l'exception d'une enquête tenue en vertu des articles 30.21 à 30.25, sur des marchandises similaires ou directement concurrentes, dans les vingt-quatre mois précédant la réception de la plainte, pour justifier la tenue d'une nouvelle enquête.

2. Le paragraphe 29(4) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Le Tribunal fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis pour chaque rapport établi en application du paragraphe (1) et en avise les autres intéressés.

3. Le paragraphe 30(4) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Le Tribunal fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis de transmission pour chaque rapport visé au paragraphe (1) et en notifie les autres intéressés.

4. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 30.19, de ce qui suit :

L.R., ch. 47
(4^e suppl.)

Publication
d'avis

Publication
d'avis

SAFEGUARD MEASURES IN RESPECT OF CHINA

MESURES DE SAUVEGARDE VISANT LA CHINE

Definitions

30.2 The following definitions apply in this section and in sections 30.21 to 30.25.

30.2 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 30.21 à 30.25.

Définitions

“action”
« *mesure* »

“action” means

(a) any action, including a provisional action, taken

(i) by the People's Republic of China to prevent or remedy market disruption in a WTO Member other than Canada, or

(ii) by a WTO Member other than Canada to withdraw concessions under the World Trade Organization Agreement or otherwise to limit imports to prevent or remedy market disruption in that Member caused or threatened by the importation of goods originating in the People's Republic of China; or

(b) any combination of actions referred to in paragraph (a).

“market disruption”
« *désorganisation du marché* »

“market disruption” means a rapid increase in the importation of goods that are like or directly competitive with goods produced by a domestic industry, in absolute terms or relative to the production of those goods by a domestic industry, so as to be a significant cause of material injury, or threat of material injury, to the domestic industry.

“significant cause”
« *cause importante* »

“significant cause” means, in respect of a material injury or threat thereof, an important cause that need not be as important as, or more important than, any other cause of the material injury or threat.

“WTO Member”
« *membre de l'OMC* »

“WTO Member” means a Member of the World Trade Organization established by Article I of the Agreement Establishing the World Trade Organization, signed at Marrakesh on April 15, 1994.

Inquiry into market disruption and trade diversion

30.21 (1) The Tribunal shall inquire into and report to the Governor in Council on any matter in relation to

« *cause importante* » Toute cause sérieuse de dommage sensible ou de menace d'un tel dommage, sans qu'il soit nécessaire que l'importance de la cause soit égale ou supérieure à celle d'autres causes.

« *désorganisation du marché* » Accroissement rapide de la quantité de marchandises importées, en termes absolus ou par rapport à la production nationale de ces marchandises, qui constitue une cause importante de dommage sensible ou de menace de dommage sensible à l'industrie nationale de marchandises similaires ou directement concurrentes.

« *membre de l'OMC* » Membre de l'Organisation mondiale du commerce instituée par l'article I de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce signé à Marrakech le 15 avril 1994.

« *mesure* »

a) Mesure, provisoire ou non, prise :

(i) soit par la République populaire de Chine pour prévenir ou corriger toute désorganisation du marché d'un membre de l'OMC autre que le Canada,

(ii) soit par un membre de l'OMC autre que le Canada en vue de retirer des concessions accordées dans le cadre de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, ou de limiter d'une autre manière les importations pour prévenir ou corriger toute désorganisation du marché que cause ou menace de causer l'importation de marchandises originaires de la République populaire de Chine;

b) combinaison de mesures visées à l'alinéa a).

« *cause importante* »
“*significant cause*”

« *désorganisation du marché* »
“*market disruption*”

« *membre de l'OMC* »
“*WTO Member*”

« *mesure* »
“*action*”

Enquête : désorganisation du marché et détournement des échanges

30.21 (1) Le Tribunal, sur saisine par le gouverneur en conseil, enquête et lui fait un rapport sur toute question liée, selon le cas, à :

	<p>(a) the importation of goods originating in the People's Republic of China into Canada in such increased quantities or under such conditions as to cause or threaten to cause market disruption to domestic producers of like or directly competitive goods, or</p> <p>(b) any action that causes or threatens to cause a significant diversion of trade into the domestic market in Canada</p> <p>that the Governor in Council refers to the Tribunal for inquiry.</p>	<p>a) l'importation de marchandises originaires de la République populaire de Chine en quantité tellement accrue ou dans des conditions telles que leur importation cause ou menace de causer une désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes;</p> <p>b) une mesure qui cause ou menace de causer un important détournement des échanges vers le marché intérieur.</p>	
Terms of reference	<p>(2) The Tribunal shall conduct an inquiry under subsection (1) and shall prepare its report on it in accordance with the terms of reference established by the Governor in Council.</p>	<p>(2) Le Tribunal mène l'enquête visée au paragraphe (1) et établit son rapport dans le strict cadre du mandat dont il est en l'occurrence investi par le gouverneur en conseil.</p>	Mandat
Tabling of report	<p>(3) The Minister shall cause a copy of each report submitted to the Governor in Council pursuant to this section to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the report is submitted.</p>	<p>(3) Le ministre dépose le rapport visé au présent article devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa transmission au gouverneur en conseil.</p>	Dépôt au Parlement
Notice of report	<p>(4) The Tribunal shall cause a notice of the submission of a report pursuant to this section to be published in the <i>Canada Gazette</i>.</p>	<p>(4) Le Tribunal fait publier dans la <i>Gazette du Canada</i> un avis de transmission du rapport visé au présent article.</p>	Publication d'avis
Filing of complaint — market disruption	<p>30.22 (1) Any domestic producer of goods that are like or directly competitive with goods originating in the People's Republic of China being imported into Canada, or any person or association acting on behalf of any such domestic producer, may file a written complaint with the Tribunal alleging that the imported goods are being imported in such increased quantities or under such conditions as to cause or threaten to cause market disruption to domestic producers of like or directly competitive goods.</p>	<p>30.22 (1) Lorsqu'il estime que certaines marchandises originaires de la République populaire de Chine sont importées en quantité tellement accrue ou dans des conditions telles que leur importation cause ou menace de causer une désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, chacun de ces producteurs ou toute personne ou association le représentant peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.</p>	Dépôt de la plainte : désorganisation du marché
Contents of complaint	<p>(2) A complaint shall</p> <p>(a) state in reasonable detail the facts on which the allegations are based;</p> <p>(b) state an estimate of the total percentage of Canadian production of the like or directly competitive goods that is produced by the domestic producers by whom or on whose behalf the complaint is filed;</p>	<p>(2) La plainte doit comporter les éléments suivants :</p> <p>a) un énoncé raisonnablement détaillé des faits sur lesquels elle se fonde;</p> <p>b) une estimation du pourcentage, par rapport à la production canadienne de marchandises similaires ou directement concurrentes, de celle des producteurs na-</p>	Teneur

(c) be accompanied by any information that is available to the complainant to support the facts referred to in paragraph (a) and to substantiate the estimate referred to in paragraph (b);

(d) be accompanied by any other information that may be required by the rules; and

(e) make any other representations that the complainant deems relevant to the matter.

tionaux par qui ou au nom de qui la plainte est déposée;

c) les renseignements ou documents dont dispose le plaignant et qui sont de nature à étayer les faits visés à l'alinéa a) et l'estimation visée à l'alinéa b);

d) tous les autres renseignements exigibles en application des règles du Tribunal;

e) toute autre observation jugée utile en l'espèce par le plaignant.

10

Commence-
ment of inquiry

(3) On receipt of a complaint that meets the requirements of subsection (2), the Tribunal shall commence an inquiry into the complaint if it is satisfied

(a) that the information provided by the complainant and any other information examined by the Tribunal discloses a reasonable indication that the goods originating in the People's Republic of China that are the subject of the complaint are being imported in such increased quantities or under such conditions as to cause or threaten to cause market disruption to domestic producers of like or directly competitive goods;

(b) that the complaint is made by or on behalf of domestic producers who produce a major proportion of the domestic production of the like or directly competitive goods; and

(c) where an inquiry under this section and sections 30.21 and 30.23 to 30.25 in relation to like or directly competitive goods has been completed or terminated during the twelve-month period preceding the date of receipt of the complaint, that the circumstances are sufficiently different to warrant a new inquiry.

(3) Sur réception d'une plainte comportant les éléments visés au paragraphe (2), le Tribunal ouvre une enquête sur la plainte s'il est convaincu :

a) que les renseignements et les documents fournis par le plaignant ou provenant d'autres sources indiquent de façon raisonnable que les marchandises originaires de la République populaire de Chine visées par la plainte sont importées en quantité tellement accrue ou dans des conditions telles que leur importation cause ou menace de causer une désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes;

b) que la plainte est déposée par les producteurs nationaux d'une part importante des marchandises similaires ou directement concurrentes produites au Canada, ou en leur nom;

c) que les faits en cause sont suffisamment différents de ceux présentés au cours des enquêtes tenues en application du présent article et des articles 30.21 et 30.23 à 30.25, sur des marchandises similaires ou directement concurrentes, dans les douze mois précédant la date de réception de la plainte, pour justifier la tenue d'une nouvelle enquête.

Ouverture de
l'enquête

25

30

35

Notice of
decision to
commence
inquiry

(4) Where the Tribunal decides to commence an inquiry into the complaint, it shall immediately

(a) notify the complainant and each other interested party in writing of its decision, of the reasons for it and of the date on which any hearing in the inquiry shall commence;

(4) Le Tribunal notifie sans délai au plaignant et aux autres intéressés sa décision motivée d'ouvrir une enquête et la date du début de l'audience; il en fait publier avis dans la *Gazette du Canada* et transmet au ministre le texte de sa décision et de la plainte, ainsi que les documents et renseignements pertinents à

Notification
de la
décision :
ouverture
d'enquête

40

45

	(b) cause a notice of its decision and the date on which any hearing in the inquiry shall commence to be published in the <i>Canada Gazette</i> ; and	l'appui de celle-ci obtenus du plaignant ou d'autres sources.	
	(c) send to the Minister a copy of its decision, a copy of the complaint, and the information accompanying the complaint, and a copy of any other relevant information examined by the Tribunal in relation to the complaint.	5 10	
Notice of decision not to commence inquiry	(5) Where the Tribunal decides not to commence an inquiry into the complaint, it shall immediately (a) notify the complainant and each other interested party in writing of its decision, of the reasons for its refusal to commence an inquiry and, where the reasons for its decision are based in whole or in part on information that was obtained from a source other than the complainant, of the fact that the decision was based in whole or in part on such information; and (b) cause a notice of its decision to be published in the <i>Canada Gazette</i> .	(5) Le Tribunal notifie sans délai au plaignant et aux autres intéressés sa décision de ne pas tenir d'enquête et les motifs à son soutien, dont, le cas échéant, le fait que des renseignements ou documents obtenus d'une autre source que le plaignant ont été considérés, et en fait publier avis dans la <i>Gazette du Canada</i> .	5 5 Notification de la décision : absence d'enquête
Determination by Tribunal	(6) The Tribunal shall, in the inquiry into the complaint, determine whether, having regard to any regulations made pursuant to paragraphs 40(a) and (k.1), the goods originating in the People's Republic of China that are the subject of the complaint are being imported in such increased quantities or under such conditions that they cause or threaten to cause market disruption to domestic producers of like or directly competitive goods.	(6) L'enquête a pour objet de déterminer, eu égard aux règlements pris en application des alinéas 40a) et k.1), si les marchandises originaires de la République populaire de Chine visées par la plainte sont importées en quantité tellement accrue ou dans des conditions telles que leur importation cause ou menace de causer une désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.	20 20 Objet de l'enquête
Other matters	(7) The Tribunal shall, in the inquiry into the complaint, examine any other matter in relation to the complaint that the Governor in Council refers to it for examination.	(7) Au cours de l'enquête, le Tribunal étudie les questions connexes dont le saisit le gouverneur en conseil.	Autres questions
Report on inquiry	(8) The Tribunal shall prepare a report on the inquiry not later than ninety days after the inquiry is commenced and shall submit a copy of it to the Governor in Council, the Minister, the complainant and any other person who made representations to the Tribunal during the inquiry.	(8) Le Tribunal établit un rapport dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent l'ouverture de l'enquête et le fait parvenir au gouverneur en conseil, au ministre, au plaignant ainsi qu'à quiconque lui a présenté des observations au cours de l'enquête.	25 25 Rapport d'enquête
		45	

Notice of report

(9) The Tribunal shall cause a notice of the report to be given to each other interested party and to be published in the *Canada Gazette*.

(9) Le Tribunal fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis du rapport et en avise les autres intéressés.

Publication d'avis

Tabling of report in certain cases

(10) Where, pursuant to subsection (7), the Governor in Council refers a matter to the Tribunal, the Minister shall cause a copy of the report on the inquiry to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the report is submitted to the Governor in Council.

(10) Le ministre dépose le rapport établi par le Tribunal à la suite de la saisine visée au paragraphe (7) devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa transmission au gouverneur en conseil.

Dépôt au Parlement

Filing of complaint — trade diversion

30.23 (1) Any domestic producer of goods that are like or directly competitive with goods that are subject to any action, or any person or association acting on behalf of any such domestic producer, may file a written complaint with the Tribunal alleging that the action causes or threatens to cause a significant diversion of trade into the domestic market in Canada.

30.23 (1) Lorsqu'il estime qu'une mesure visant certaines marchandises cause ou menace de causer un important détournement des échanges vers le marché intérieur, chacun des producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes ou toute personne ou association le représentant peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

Dépôt de la plainte : détournement des échanges

Contents of complaint

(2) A complaint shall

- (a) state in reasonable detail the facts on which the allegations are based;
- (b) state an estimate of the total percentage of Canadian production of the like or directly competitive goods that is produced by the domestic producers by whom or on whose behalf the complaint is filed;
- (c) be accompanied by any information that is available to the complainant to support the facts referred to in paragraph (a) and to substantiate the estimate referred to in paragraph (b);
- (d) be accompanied by any other information that may be required by the rules; and
- (e) make any other representations that the complainant deems relevant to the matter.

(2) La plainte doit comporter les éléments suivants :

- a) un énoncé raisonnablement détaillé des faits sur lesquels elle se fonde;
- b) une estimation du pourcentage, par rapport à la production canadienne de marchandises similaires ou directement concurrentes, de celle des producteurs nationaux par qui ou au nom de qui la plainte est déposée;
- c) les renseignements ou documents dont dispose le plaignant et qui sont de nature à étayer les faits visés à l'alinéa a) et l'estimation visée à l'alinéa b);
- d) tous les autres renseignements exigibles en application des règles du Tribunal;
- e) toute autre observation jugée utile en l'espèce par le plaignant.

Teneur

Commencement of inquiry

(3) On receipt of a complaint that meets the requirements of subsection (2), the Tribunal shall commence an inquiry into the complaint if it is satisfied

- (a) that the information provided by the complainant and any other information examined by the Tribunal discloses a rea-

(3) Sur réception d'une plainte comportant les éléments visés au paragraphe (2), le Tribunal ouvre une enquête sur la plainte s'il est convaincu :

- a) que les renseignements et les documents fournis par le plaignant ou provenant d'autres sources indiquent de façon raisonnable

Ouverture de l'enquête

sonable indication that an action causes or threatens to cause a significant diversion of trade into the domestic market in Canada; and

(b) that the complaint is made by or on behalf of domestic producers who produce a major proportion of domestic production of the like or directly competitive goods.

qu'une mesure cause ou menace de causer un important détournement des échanges vers le marché intérieur;

b) que la plainte est déposée par les producteurs nationaux d'une part importante des marchandises similaires ou directement concurrentes produites au Canada, ou en leur nom.

Notice of decision to commence inquiry

(4) Where the Tribunal decides to commence an inquiry into the complaint, it shall immediately

(a) notify the complainant and each other interested party in writing of its decision, of the reasons for it and of the date on which any hearing in the inquiry shall commence;

(b) cause a notice of its decision and the date on which any hearing in the inquiry shall commence to be published in the *Canada Gazette*; and

(c) send to the Minister a copy of its decision, a copy of the complaint, and the information accompanying the complaint, and a copy of any other relevant information examined by the Tribunal in relation to the complaint.

(4) Le Tribunal notifie sans délai au plaignant et aux autres intéressés sa décision motivée d'ouvrir une enquête et la date du début de l'audience; il en fait publier avis dans la *Gazette du Canada* et transmet au ministre le texte de sa décision et de la plainte, ainsi que les documents et renseignements pertinents à l'appui de celle-ci obtenus du plaignant ou d'autres sources.

Notification de la décision : ouverture d'enquête

Notice of decision not to commence inquiry

(5) Where the Tribunal decides not to commence an inquiry into the complaint, it shall immediately

(a) notify the complainant and each other interested party in writing of its decision, of the reasons for its refusal to commence an inquiry and, where the reasons for its decision are based in whole or in part on information that was obtained from a source other than the complainant, of the fact that the decision was based in whole or in part on such information; and

(b) cause a notice of its decision to be published in the *Canada Gazette*.

(5) Le Tribunal notifie sans délai au plaignant et aux autres intéressés sa décision de ne pas tenir d'enquête et les motifs à son soutien, dont, le cas échéant, le fait que des renseignements ou documents obtenus d'une autre source que le plaignant ont été considérés, et en fait publier avis dans la *Gazette du Canada*.

Notification de la décision : absence d'enquête

Determination by Tribunal

(6) The Tribunal shall, in the inquiry into the complaint, determine whether, having regard to any regulations made pursuant to paragraphs 40(a) and (k.1), an action causes or threatens to cause a significant diversion of trade into the domestic market in Canada.

(6) L'enquête a pour objet de déterminer, eu égard aux règlements pris en application des alinéas 40a) et k.1), si une mesure cause ou menace de causer un important détournement des échanges vers le marché intérieur.

Objet de l'enquête

Other matters	(7) The Tribunal shall, in an inquiry, examine any other matter in relation to the complaint that the Governor in Council refers to it for examination.	(7) Au cours de l'enquête, le Tribunal étudie les questions connexes dont le saisit le gouverneur en conseil.	Autres questions
Report on inquiry	(8) The Tribunal shall prepare a report on the inquiry not later than seventy days after the inquiry is commenced and shall submit a copy of it to the Governor in Council, the Minister, the complainant and any other person who made representations to the Tribunal during the inquiry.	(8) Le Tribunal établit un rapport dans les soixante-dix jours qui suivent l'ouverture de l'enquête et le fait parvenir au gouverneur en conseil, au ministre, au plaignant ainsi qu'à quiconque lui a présenté des observations au cours de l'enquête.	Rapport d'enquête
Notice of report	(9) The Tribunal shall cause a notice of the report to be given to each other interested party and to be published in the <i>Canada Gazette</i> .	(9) Le Tribunal fait publier dans la <i>Gazette du Canada</i> un avis du rapport et en avise les autres intéressés.	Publication d'avis
Tabling of report in certain cases	(10) Where, pursuant to subsection (7), the Governor in Council refers a matter to the Tribunal, the Minister shall cause a copy of the report on the inquiry to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the report is submitted to the Governor in Council.	(10) Le ministre dépose le rapport établi par le Tribunal à la suite de la saisine visée au paragraphe (7) devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa transmission au gouverneur en conseil.	Dépôt au Parlement
Further inquiry	30.24 (1) The Governor in Council may, at any time after the receipt of a report prepared by the Tribunal pursuant to subsection 30.22(8) or 30.23(8), request the Tribunal to inquire into and report to the Governor in Council on any matter in relation to that report.	30.24 (1) Le gouverneur en conseil peut, après réception du rapport visé aux paragraphes 30.22(8) ou 30.23(8), selon le cas, demander au Tribunal d'enquêter et de lui faire un rapport sur toute question liée au rapport.	Enquête complémentaire
Terms of reference	(2) The Tribunal shall conduct an inquiry under subsection (1) and shall prepare its report on it in accordance with the terms of reference established by the Governor in Council.	(2) Le Tribunal mène l'enquête visée au paragraphe (1) et établit son rapport dans le strict cadre du mandat dont il est en l'occurrence investi par le gouverneur en conseil.	Mandat
Copies of report	(3) The Tribunal shall send a copy of each report submitted to the Governor in Council pursuant to subsection (1) to the Minister, the complainant and any other person to whom a copy of the report on the original inquiry was submitted pursuant to subsection 30.22(8) or 30.23(8), as the case may be.	(3) Le Tribunal fait parvenir le rapport complémentaire au ministre et au plaignant, ainsi qu'à quiconque lui a présenté des observations au cours de l'enquête et à qui il a transmis un rapport en application des paragraphes 30.22(8) ou 30.23(8), selon le cas.	Distribution du rapport

Notice of report	(4) The Tribunal shall cause a notice of the submission of a report to the Governor in Council pursuant to subsection (1) to be given to each other interested party and to be published in the <i>Canada Gazette</i> .	(4) Le Tribunal fait publier dans la <i>Gazette du Canada</i> un avis de transmission du rapport visé au paragraphe (1) et en avise les autres intéressés.	Publication d'avis
Tabling of report	(5) The Minister shall cause a copy of each report submitted to the Governor in Council pursuant to subsection (1) to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting 10 after the report is so submitted.	(5) Le ministre dépose le rapport visé au 5 paragraphe (1) devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa transmission au gouverneur en conseil.	Dépôt au Parlement
Notice of expiring orders	30.25 (1) The Tribunal shall cause to be published in the <i>Canada Gazette</i> a notice of the expiry date of any order that imposes a surtax on any goods under subsection 77.1(2) 15 or 77.3(1) of the <i>Customs Tariff</i> or includes any goods on the Import Control List under subsection 5.4(2) or (4) of the <i>Export and Import Permits Act</i> , but no notice shall be published if the order ceases to have effect or 20 is repealed under section 77.2, subsection 77.3(4) or section 77.4 of the <i>Customs Tariff</i> or is repealed under subsection 5.4(5) of the <i>Export and Import Permits Act</i> before the end 25 of the effective period specified in that order.	30.25 (1) En cas de prise d'un décret 10 assujettissant des marchandises à la surtaxe visée aux paragraphes 77.1(2) ou 77.3(1) du <i>Tarif des douanes</i> ou les portant sur la liste des marchandises d'importation contrôlée en application des paragraphes 5.4(2) ou (4) de la 15 <i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i> , le Tribunal fait publier, dans la <i>Gazette du Canada</i> , un avis mentionnant la date d'expiration prévue par le décret; il ne doit toutefois pas le faire lorsque le décret a cessé 20 de s'appliquer avant cette date en raison de l'article 77.2, du paragraphe 77.3(4) ou de l'article 77.4 du <i>Tarif des douanes</i> ou du paragraphe 5.4(5) de la <i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i> . 25	Avis d'expiration
Manner and contents of publication	(2) The notice shall be published in accordance with the rules and shall state the final date for filing an extension request in respect of the order.	(2) L'avis doit être publié selon les règles du Tribunal et préciser la date limite de dépôt d'une demande de prorogation.	Modalités de publication
Filing of request relating to extension orders	(3) Any domestic producer of goods that are 30 like or directly competitive with any goods that are subject to an order referred to in subsection (1), or any person or association acting on behalf of any such domestic producer, may file with the Tribunal a written request 35 that an extension order be made under subsection 77.3(1) of the <i>Customs Tariff</i> or subsection 5.4(4) of the <i>Export and Import Permits Act</i> because an order continues to be necessary to prevent or remedy market disruption to 40 domestic producers of like or directly competitive goods.	(3) Le producteur de marchandises similaires ou faisant directement concurrence à des 30 marchandises auxquelles s'applique le décret visé au paragraphe (1), de même que toute personne ou association le représentant, peut déposer au Tribunal une demande écrite visant à obtenir la prise du décret visé au paragraphe 35 77.3(1) du <i>Tarif des douanes</i> ou au paragraphe 5.4(4) de la <i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i> parce qu'un décret continue d'être nécessaire pour prévenir ou corriger une désorganisation du marché pour les pro-40 ducteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.	Dépôt d'une demande de prorogation

Time limit for filing extension request

(4) An extension request shall be filed no later than the final date for filing specified in the notice published pursuant to subsection (2).

(4) La demande doit être déposée au plus tard à la date mentionnée dans l'avis publié au titre du paragraphe (2).

Délai de dépôt

Receipt to be acknowledged

(5) The Tribunal shall, forthwith after receipt of an extension request, notify the requester in writing of its receipt and the date of its receipt.

(5) Le Tribunal accuse, sans délai et par écrit, réception de la demande auprès de son auteur et lui en précise la date.

Accusé de réception

Contents of extension request

(6) An extension request shall

(a) state in reasonable detail the facts on which the allegations are based;

(b) state an estimate of the total percentage of Canadian production of the like or directly competitive goods that is produced by the domestic producers by whom or on whose behalf the extension request is filed;

(c) be accompanied by any information that is available to the complainant to support the facts referred to in paragraph (a) and to substantiate the estimate referred to in paragraph (b);

(d) be accompanied by any other information that may be required by the rules; and

(e) make any other representations that the requester deems relevant to the matter.

(6) La demande de prorogation doit comporter les éléments suivants :

a) un énoncé raisonnablement détaillé des faits sur lesquels elle se fonde;

b) une estimation du pourcentage, par rapport à la production canadienne de marchandises similaires ou directement concurrentes, de celle des producteurs nationaux par qui ou au nom de qui la demande a été présentée;

c) les renseignements ou documents dont dispose le demandeur et qui sont de nature à étayer les faits visés à l'alinéa a) et l'estimation visée à l'alinéa b);

d) tous les autres renseignements exigibles en application des règles du Tribunal;

e) toute autre observation jugée utile en l'espèce par le demandeur.

Teneur

Inquiries into extension requests

(7) On receipt of an extension request that meets the requirements of subsection (6), the Tribunal shall commence an inquiry into the request within thirty days after the request is filed if the Tribunal is satisfied

(a) that the information provided by the requester and any other information examined by the Tribunal discloses a reasonable indication that an order continues to be necessary to prevent or remedy market disruption to domestic producers of like or directly competitive goods; and

(b) that the extension request is made by or on behalf of domestic producers who produce a major proportion of the domestic production of the like or directly competitive goods.

(7) Sur réception d'une demande comportant les éléments visés au paragraphe (6), le Tribunal ouvre, dans les trente jours suivant la date de présentation de la demande de prorogation, une enquête sur la demande s'il est convaincu :

a) que les renseignements et les documents fournis par le demandeur ou en provenance d'autres sources indiquent de façon raisonnable qu'un décret continue d'être nécessaire pour prévenir ou corriger une désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes;

b) que la demande est présentée par les producteurs nationaux d'une part importante des marchandises similaires ou directement concurrentes produites au Canada, ou en leur nom.

Ouverture de l'enquête

Notice of
decision to
commence
inquiry

(8) Where the Tribunal decides to commence an inquiry into the extension request, it shall immediately

(a) notify the requester and each other interested party in writing of its decision, of the reasons for it and of the date on which any hearing in the inquiry shall commence;

(b) cause a notice of its decision and the date on which any hearing in the inquiry shall commence to be published in the *Canada Gazette*; and

(c) send to the Minister a copy of its decision, a copy of the extension request, and the information accompanying the extension request, and a copy of any other relevant information examined by the Tribunal in relation to the extension request.

Notice of
decision not
to commence
inquiry

(9) Where the Tribunal decides not to commence an inquiry into the extension request, it shall immediately

(a) notify the requester and each other interested party in writing of its decision, of the reasons for its refusal to commence an inquiry and, where the reasons for its decision are based in whole or in part on information that was obtained from a source other than the requester, of the fact that the decision was based in whole or in part on such information; and

(b) cause a notice of its decision to be published in the *Canada Gazette*.

Continuing
necessity of
order

(10) The Tribunal shall, in the inquiry into the extension request, determine whether an order continues to be necessary to prevent or remedy market disruption to domestic products of like or directly competitive goods.

Other matters

(11) The Tribunal shall, in the inquiry into the extension request, examine any other matter in relation to the extension request that the Governor in Council refers to it for examination.

(8) Le Tribunal notifie sans délai au demandeur et aux autres intéressés sa décision motivée d'ouvrir une enquête et la date du début de l'audience; il en fait publier avis dans la *Gazette du Canada* et transmet au ministre le texte de sa décision et de la demande, ainsi que les documents et renseignements pertinents à l'appui de celle-ci obtenus du demandeur ou d'autres sources.

Notification
de la
décision :
ouverture
d'enquête

(9) Le Tribunal notifie sans délai au demandeur et aux autres intéressés sa décision de ne pas tenir d'enquête et les motifs à son soutien, dont, le cas échéant, le fait que des renseignements ou documents obtenus d'une autre source que le demandeur ont été considérés, et en fait publier avis dans la *Gazette du Canada*.

Notification
de la
décision :
absence
d'enquête

(10) L'enquête a pour objet de déterminer si un décret continue d'être nécessaire pour prévenir ou corriger une désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

Objet de
l'enquête

(11) Au cours de l'enquête, le Tribunal étudie les questions connexes dont le saisit le gouverneur en conseil.

Autres
questions

Report on extension inquiry	(12) The Tribunal shall prepare a report on the inquiry not later than forty-five days before the expiry date of the order to which the inquiry under subsection (7) relates and shall submit a copy of it to the Governor in Council, the Minister, the requester and any other person who made representations to the Tribunal during the inquiry.	(12) Au plus tard quarante-cinq jours avant la date d'expiration du décret visé par l'enquête menée au titre du paragraphe (7), le Tribunal établit un rapport et le fait parvenir au gouverneur en conseil, au ministre, au demandeur ainsi qu'à quiconque lui a présenté des observations au cours de l'enquête.	Rapport d'enquête
Notice of report	(13) The Tribunal shall cause a notice of the report to be given to each other interested party and to be published in the <i>Canada Gazette</i> .	(13) Le Tribunal fait publier dans la <i>Gazette du Canada</i> un avis du rapport et en avise les autres intéressés.	Publication d'avis
Tabling of report in certain cases	(14) Where, pursuant to subsection (11), the Governor in Council refers a matter to the Tribunal, the Minister shall cause a copy of the report on the inquiry to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the report is submitted to the Governor in Council.	(14) Le ministre dépose le rapport établi par le Tribunal à la suite de la saisine visée au paragraphe (11) devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa transmission au gouverneur en conseil.	Dépôt au Parlement
Expiry date	30.26 Sections 30.2 to 30.25 cease to have effect on December 11, 2013.	30.26 Les articles 30.2 à 30.25 cessent d'avoir effet le 11 décembre 2013.	Cessation d'effet
1997, c. 14, s. 31	5. Paragraph 39(1)(c) of the Act is replaced by the following: (c) specifying any additional information that must accompany a complaint filed under any of subsections 23(1) to (1.1), 30.01(2), 30.011(1), 30.012(2), 30.11(1), 30.22(1) and 30.23(1) or an extension request filed under subsection 30.04(1) or 30.25(3); and	5. L'alinéa 39(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit : c) préciser le complément d'information à fournir à l'occasion d'une plainte fondée sur les paragraphes 23(1) à (1.1), 30.01(2), 30.011(1), 30.012(2), 30.11(1), 30.22(1) et 30.23(1) ou d'une demande de prorogation déposée en vertu des paragraphes 30.04(1) ou 30.25(3);	1997, ch. 14, art. 31
1994, c. 47, s. 42(1)	6. (1) Subparagraph 40(a.1)(ii) of the Act is replaced by the following: (ii) conducting inquiries and reporting on matters referred to the Tribunal pursuant to section 18, 19 or 30.21, or (2) Section 40 of the Act is amended by adding the following after paragraph (k): (k.1) providing, for the purposes of sections 30.2 to 30.25, factors for determining whether	6. (1) L'alinéa 40a.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit : a.1) régir la constitution du quorum pour soit statuer sur les appels visés à l'alinéa 16c), soit procéder à des enquêtes et faire un rapport sur les questions dont le Tribunal est saisi en application des articles 18, 19 ou 30.21, soit aux termes de l'article 19.02, examiner les développements survenus et faire un rapport à leur égard, et donner son avis; (2) L'article 40 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa k), de ce qui suit :	1994, ch. 47, par. 42(1)

(i) goods originating in the People's Republic of China are being imported in such increased quantities or under such conditions as to cause or threaten to cause market disruption to domestic producers of like or directly competitive goods, or

(ii) an action causes or threatens to cause a significant diversion of trade into the domestic market in Canada;

k.1) établir, pour l'application des articles 30.2 à 30.25, les facteurs pour déterminer si, selon le cas :

(i) les marchandises originaires de la République populaire de Chine sont importées en quantité tellement accrue ou dans des conditions telles que leur importation cause ou menace de causer une désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes,

(ii) une mesure cause ou menace de causer un important détournement des échanges vers le marché intérieur;

1997, c. 36

CUSTOMS TARIFF

TARIF DES DOUANES

1997, ch. 36

7. The Customs Tariff is amended by adding the following after section 77:

7. Le Tarif des douanes est modifié par adjonction, après l'article 77, de ce qui suit :

Safeguard Measures in Respect of China

Mesures de sauvegarde visant la Chine

Definitions

77.1 (1) The following definitions apply in this section and in sections 77.2 to 77.8.

77.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 77.2 à 77.8.

Définitions

"market disruption"
« désorganisation du marché »

"market disruption" means a rapid increase in the importation of goods that are like or directly competitive with goods produced by a domestic industry, in absolute terms or relative to the production of those goods by a domestic industry, so as to be a significant cause of material injury, or threat of material injury, to the domestic industry.

« cause importante » Toute cause sérieuse de dommage sensible ou de menace d'un tel dommage, sans qu'il soit nécessaire que l'importance de la cause soit égale ou supérieure à celle d'autres causes.

« cause importante »
"significant cause"

"significant cause"
« cause importante »

"significant cause" means, in respect of a material injury or threat thereof, an important cause that need not be as important as, or more important than, any other cause of material injury or threat.

« désorganisation du marché » Accroissement rapide de la quantité de marchandises importées, en termes absolus ou par rapport à la production nationale de ces marchandises, qui constitue une cause importante de dommage sensible ou de menace de dommage sensible à l'industrie nationale de marchandises similaires ou directement concurrentes.

« désorganisation du marché »
"market disruption"

Surtax —
market disruption

(2) Subject to section 77.2, if at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on the basis of a report of the Minister or of an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under section 30.21 or 30.22 of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that goods originating in the People's Republic of China are being imported in such increased quantities or under such conditions as to cause or threaten to cause

(2) Sous réserve de l'article 77.2, si, à un moment donné, le gouverneur en conseil est convaincu sur le fondement soit d'un rapport du ministre, soit d'une enquête menée, en vertu des articles 30.21 ou 30.22 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, par le Tribunal canadien du commerce extérieur, que des marchandises originaires de la République populaire de Chine sont importées en quantité tellement accrue ou dans des

Surtaxe :
désorganisation du marché

market disruption to domestic producers of like or directly competitive goods, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order, make any such goods, when imported into Canada or a region or part of Canada specified in the order during the period that the order is in effect, subject to a surtax

(a) at a rate specified in the order; or

(b) at a rate specified in the order that varies from time to time as the quantity of those goods imported into Canada or that region or part of Canada during a period specified in the order equals or exceeds quantities specified in the order.

(3) The rate specified under subsection (2) may not exceed the rate that in the opinion of the Governor in Council is sufficient to prevent or remedy market disruption to domestic producers of like or directly competitive goods.

(4) A report of the Minister referred to in subsection (2) may be made only if there are, in the opinion of the Minister, critical circumstances.

(5) If an order is made under subsection (2) on the basis of a report of the Minister, the Governor in Council shall immediately refer the matter to the Canadian International Trade Tribunal for an inquiry under subsection 30.21(1) of the *Canadian International Trade Tribunal Act*.

77.2 (1) An order made under subsection 77.1(2)

(a) subject to section 77.3, has effect for a period specified in the order; and

(b) may be amended or repealed at any time by the Governor in Council on the recommendation of the Minister unless, before that time, a resolution directing that the order cease to have effect has been adopted by both Houses of Parliament under section 77.4.

conditions telles que leur importation cause ou menace de causer une désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, il peut par décret, sur recommandation du ministre, assujettir ces marchandises à une surtaxe lors de leur importation au Canada ou dans une de ses régions ou parties précisées dans le décret, pendant la période de validité de celui-ci. Le taux de la surtaxe est précisé dans le décret et est soit fixe, soit variable selon que la quantité des marchandises importées au Canada ou dans une de ses régions ou parties pendant la période précisée dans le décret est égale ou supérieure aux quantités ainsi précisées.

(3) Le taux de la surtaxe ne peut dépasser le taux qui, de l'avis du gouverneur en conseil, suffit pour prévenir ou corriger la désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

(4) Le ministre ne fait le rapport visé au paragraphe (2) que s'il est d'avis qu'il existe des circonstances exceptionnelles.

(5) Dès qu'il a pris le décret prévu au paragraphe (2) sur le fondement d'un rapport du ministre, le gouverneur en conseil saisit le Tribunal canadien du commerce extérieur pour qu'il mène, en vertu du paragraphe 30.21(1) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, une enquête sur la question.

77.2 (1) Le décret pris en vertu du paragraphe 77.1(2) :

a) s'applique, sous réserve de l'article 77.3, pendant la période qui y est précisée;

b) peut, sur recommandation du ministre, être modifié ou abrogé à tout moment par le gouverneur en conseil, sauf si les deux chambres du Parlement ont déjà adopté, aux termes de l'article 77.4, une résolution de cessation d'effet.

Maximum rate

Taux maximal

Minister's report

Rapport du ministre

Inquiry

Enquête

Period and repeal

Application et abrogation du décret

Cessation

(2) If an order is made under subsection 77.1(2) on the basis of a report of the Minister, the order ceases to have effect at the end of the two hundredth day after the day on which the order is made unless, before the order so ceases to have effect, the Canadian International Trade Tribunal reports to the Governor in Council, on the basis of an inquiry made under section 30.21 or 30.22 of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that the goods described in the report of the Minister are being imported in such increased quantities or under such conditions as to cause or threaten to cause market disruption to domestic producers of like or directly competitive goods.

(2) Le décret pris en vertu du paragraphe 77.1(2) sur le fondement d'un rapport du ministre cesse d'avoir effet à l'expiration du deux centième jour suivant sa prise, sauf si, avant la cessation d'effet du décret, le Tribunal canadien du commerce extérieur fait, par suite d'une enquête menée en vertu des articles 30.21 ou 30.22 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, un rapport au gouverneur en conseil l'informant que les marchandises faisant l'objet du rapport du ministre sont importées en quantité tellement accrue ou dans des conditions telles que leur importation cause ou menace de causer une désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

Cessation d'effet

Extension order

77.3 (1) If, at any time before the expiry of an order with respect to any goods made under this subsection or subsection 77.1(2) or under subsection 5.4(2) or (4) of the *Export and Import Permits Act*, it appears to the satisfaction of the Governor in Council, as a result of an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under subsection 30.25(7) of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that an order continues to be necessary to prevent or remedy market disruption to domestic producers of like or directly competitive goods, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make an extension order imposing a surtax on any goods specified in the previous order.

77.3 (1) Si, avant l'expiration du décret pris en vertu du présent paragraphe, du paragraphe 77.1(2) ou des paragraphes 5.4(2) ou (4) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, le gouverneur en conseil est convaincu, sur le fondement d'une enquête menée en vertu du paragraphe 30.25(7) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, qu'un décret continue d'être nécessaire pour prévenir ou corriger une désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, il peut, sur recommandation du ministre, par décret, assujettir à une surtaxe toutes marchandises visées par le décret antérieur.

Extension

Scope and rate

(2) If an extension order is made under subsection (1),

(a) the extension order applies to goods imported into Canada, or any region or part of Canada, specified in the order during the period that the order is in effect; and

(b) the rate of the surtax imposed by the extension order must, subject to subsection (3),

(i) be at a rate specified in the extension order, or

(ii) be at a rate specified in the extension order that varies from time to time as the

(2) Le décret pris en vertu du paragraphe (1) s'applique aux marchandises importées au Canada ou dans une de ses régions ou parties précisées dans le décret, pendant la période de validité de celui-ci; le taux de la surtaxe est précisé dans le décret et est soit fixe, soit variable selon que la quantité des marchandises importées au Canada ou dans une de ses régions ou parties pendant la période précisée dans le décret est égale ou supérieure aux quantités ainsi précisées.

Application de la surtaxe

45

quantity of those goods imported into Canada or that region or part of Canada during a period specified in the order equals or exceeds totals specified in the order.

5

Maximum rate

(3) The rate specified in the extension order may not exceed the rate that in the opinion of the Governor in Council is sufficient to prevent or remedy market disruption to domestic producers of like or directly competitive goods.

(3) Le taux de la surtaxe ne peut toutefois dépasser le taux qui, de l'avis du gouverneur en conseil, suffit pour prévenir ou corriger toute désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

Taux maximal

Period and repeal of extension orders

(4) Every extension order made under subsection (1)
 (a) remains in effect, subject to this section, for the period that is specified in the order; 15 and
 (b) may, notwithstanding any other provision of this section, be amended or repealed at any time by the Governor in Council on the recommendation of the Minister unless, 20 before that time, a resolution directing that the order cease to have effect has been adopted by both Houses of Parliament under section 77.4.

(4) Le décret pris en vertu du paragraphe (1) :
 a) s'applique, sous réserve des autres dispositions du présent article, pendant la période 10 qui y est précisée;
 b) malgré toute autre disposition du présent article, peut, sur recommandation du ministre, être modifié ou abrogé à tout moment par le gouverneur en conseil, sauf si les 15 deux chambres du Parlement ont déjà adopté, aux termes de l'article 77.4, une résolution de cessation d'effet.

Application et abrogation du décret

Resolution of Parliament of cessation

77.4 Notwithstanding sections 77.1 to 77.3 25 and 77.5 to 77.8, if a resolution directing that an order made under subsection 77.1(2), 77.3(1) or 77.6(2) cease to have effect is adopted by both Houses of Parliament, the order ceases to have effect on the day that the resolution is adopted or, if the adopted resolution specifies a day on which the order ceases to have effect, on that specified day.

77.4 Par dérogation aux articles 77.1 à 77.3 25 et 77.5 à 77.8, tout décret pris en vertu des paragraphes 77.1(2), 77.3(1) ou 77.6(2) cesse d'avoir effet à la date de l'adoption d'une résolution en ce sens par les deux chambres du Parlement ou, le cas échéant, à la date prévue par cette résolution. 25

Résolution de cessation d'effet

Notice in Canada Gazette

77.5 If an order made under
 (a) subsection 77.1(2) remains in effect by 35 reason of subsection 77.2(2), or
 (b) subsection 77.1(2), 77.3(1) or 77.6(2) ceases to have effect by reason of a resolution of both Houses of Parliament, the Minister shall cause a notice to that effect 40 to be published in the *Canada Gazette*.

77.5 Le ministre fait publier dans la *Gazette du Canada* l'avis approprié en cas de :
 a) prorogation, au titre du paragraphe 77.2(2), d'un décret pris en vertu du paragraphe 77.1(2); 30
 b) cessation d'effet, par suite d'une résolution adoptée par les deux chambres du Parlement, d'un décret pris en vertu des paragraphes 77.1(2), 77.3(1) ou 77.6(2).

Publication d'un avis

Definitions

77.6 (1) The following definitions apply in this section.

77.6 (1) Les définitions qui suivent s'appli- 35 quent au présent article.

Définitions

“action”
« mesure »

“action” means

(a) any action, including a provisional action, taken

(i) by the People’s Republic of China to prevent or remedy market disruption in a WTO Member other than Canada, or

(ii) by a WTO Member other than Canada to withdraw concessions under the World Trade Organization Agreement or otherwise to limit imports to prevent or remedy market disruption in that Member caused or threatened by the importation of goods originating in the People’s Republic of China; 15 or

(b) any combination of actions referred to in paragraph (a).

“WTO Member”
« membre de l’OMC »

“WTO Member” means a Member of the World Trade Organization established by Article I of the Agreement Establishing the World Trade Organization, signed at Marrakesh on April 15, 1994.

Surtax —
trade
diversion

(2) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on the basis of an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under section 30.21 or 30.23 of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that an action causes or threatens to cause a significant diversion of trade into the domestic market in Canada, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order, make any goods originating in the People’s Republic of China, when imported into Canada or a region or part of Canada specified in the order during the period that the order is in effect, subject to a surtax

(a) at a rate specified in the order; or

(b) at a rate specified in the order that varies from time to time as the quantity of those goods imported into Canada or that region or part of Canada during a period specified in the order equals or exceeds quantities specified in the order.

« membre de l’OMC » Membre de l’Organisation mondiale du commerce instituée par l’article I de l’Accord instituant l’Organisation mondiale du commerce signé à Marrakech le 15 avril 1994.

« membre de l’OMC »
“WTO Member”

« mesure »

« mesure »
“action”

a) Mesure, provisoire ou non, prise :

(i) soit par la République populaire de Chine pour prévenir ou corriger toute désorganisation du marché d’un membre de l’OMC autre que le Canada,

(ii) soit par un membre de l’OMC autre que le Canada en vue de retirer des concessions accordées dans le cadre de l’Accord instituant l’Organisation mondiale du commerce, ou de limiter d’une autre manière les importations pour prévenir ou corriger toute désorganisation du marché que cause ou menace de causer l’importation de marchandises originaires de la République populaire de Chine;

b) combinaison de mesures visées à l’alinéa a).

(2) Si, à un moment donné, le gouverneur en conseil est convaincu sur le fondement d’une enquête menée, en vertu des articles 30.21 ou 30.23 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, par le Tribunal canadien du commerce extérieur, qu’une mesure cause ou menace de causer un important détournement des échanges vers le marché intérieur, il peut par décret, sur recommandation du ministre, assujettir des marchandises originaires de la République populaire de Chine à une surtaxe lors de leur importation au Canada ou dans une de ses régions ou parties précisées dans le décret. Le taux de la surtaxe est précisé dans le décret et est soit fixe, soit variable selon que la quantité des marchandises, importées au Canada ou dans une de ses régions ou parties pendant la période précisée dans le décret, est égale ou supérieure aux quantités ainsi précisées.

Surtaxe :
détournement
des échanges

Maximum rate	(3) The rate specified under subsection (2) may not exceed the rate that in the opinion of the Governor in Council is sufficient to prevent or remedy diversion of trade into the domestic market in Canada.	(3) Le taux de la surtaxe ne peut dépasser le taux qui, de l'avis du gouverneur en conseil, suffit pour prévenir le détournement des échanges vers le marché intérieur, ou y remédier.	Taux maximal 5
Amendment or repeal	(4) An order made under subsection (2) may be amended or repealed at any time by the Governor in Council on the recommendation of the Minister unless, before that time, a resolution directing that the order cease to have effect has been adopted by both Houses of Parliament under section 77.4.	(4) Le décret pris en vertu du paragraphe (2) peut, sur recommandation du ministre, être modifié ou abrogé à tout moment par le gouverneur en conseil sauf si les deux chambres du Parlement ont déjà adopté, aux termes de l'article 77.4, une résolution de cessation d'effet.	Modification ou abrogation du décret 10
Regulations	77.7 The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes of sections 77.1 to 77.6 and may, by order, suspend a surtax or rate in whole or in part from application to any goods or any class of goods.	77.7 Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'application des articles 77.1 à 77.6 et, par décret, suspendre l'application de la surtaxe ou du droit, en tout ou en partie, à toute marchandise ou catégorie de marchandises.	Règlements 15
Decision of Governor in Council final	77.8 The decision of the Governor in Council is final on any question that may arise regarding the application of the surtax or rate imposed under sections 77.1 to 77.6.	77.8 La décision du gouverneur en conseil est définitive sur toute contestation qui peut s'élever concernant l'application de la surtaxe ou du droit imposé en conformité avec les articles 77.1 à 77.6.	Caractère définitif de la décision du gouverneur en conseil 20
Expiry date	77.9 Sections 77.1 to 77.8 cease to have effect on December 11, 2013.	77.9 Les articles 77.1 à 77.8 cessent d'avoir effet le 11 décembre 2013.	Cessation d'effet 25
"customs duties" « droits de douane »	8. The definition "customs duties" in section 80 of the Act is replaced by the following: "customs duties", other than for the purposes of sections 95 and 96, means customs duties imposed under Part 2, other than surtaxes imposed under section 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78 or temporary duties imposed under any of sections 69 to 76.	8. La définition de « droits de douane », à l'article 80 de la même loi, est remplacée par ce qui suit : « droits de douane » Sauf pour l'application des articles 95 et 96, les droits de douane imposés en application de la partie 2, à l'exclusion des surtaxes imposées au titre des articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78, ou des droits temporaires imposés au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76.	« droits de douane » "customs duties" 30
Definition of "customs duties"	9. Subsection 94(1) of the Act is replaced by the following: 94. (1) In sections 95 and 96, "customs duties" means customs duties imposed under Part 2, other than additional customs duties levied under section 21, surtaxes imposed under section 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78 or temporary duties imposed under any of sections 69 to 76.	9. Le paragraphe 94(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 94. (1) Dans les articles 95 et 96, « droits de douane » s'entend des droits de douane imposés en application de la partie 2, à l'exclusion des droits de douane supplémentaires perçus au titre de l'article 21, des surtaxes imposées au titre des articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78, ou des droits temporaires imposés au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76.	Définition de « droits de douane » 35

10. Subparagraph 99(a)(iii) of the Act is replaced by the following:

(iii) the circumstances in which, and the classes of goods in respect of which, relief of duties levied under section 21 or under the *Special Import Measures Act*, a surtax imposed under section 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78, a temporary duty imposed under any of sections 69 to 76, a tax levied under the *Excise Tax Act* or a duty imposed under the *Excise Act* may not be granted,

11. Paragraph 113(4)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the circumstances in which, and the classes of goods in respect of which, a refund or drawback of duties levied under section 21 or under the *Special Import Measures Act*, a surtax levied under section 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78, a temporary duty levied under any of sections 69 to 76, a tax levied under the *Excise Tax Act* or a duty levied under the *Excise Act* may not be granted under subsection (1);

10. Le sous-alinéa 99a)(iii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iii) désigner les catégories de marchandises qui sont inadmissibles à l'exonération des droits perçus au titre de l'article 21 ou de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, des surtaxes imposées en vertu des articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78, des droits temporaires imposés au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76, des taxes perçues au titre de la *Loi sur la taxe d'accise* ou des droits imposés au titre de la *Loi sur l'accise*, et déterminer les cas d'inadmissibilité.

11. L'alinéa 113(4)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) les catégories de marchandises inadmissibles au remboursement ou au drawback des droits perçus au titre de l'article 21 ou de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, des surtaxes perçues au titre des articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78, des droits temporaires perçus au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76, des taxes perçues au titre de la *Loi sur la taxe d'accise* ou des droits perçus au titre de la *Loi sur l'accise*, ainsi que les cas d'inadmissibilité;

R.S., c. E-19

EXPORT AND IMPORT PERMITS ACT

LOI SUR LES LICENCES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION

L.R., ch. E-19

1994, c. 47, s. 102

12. Subsection 4.2(2) of the *Export and Import Permits Act* is replaced by the following:

(2) Any regulations made under paragraph 40(b) of the *Canadian International Trade Tribunal Act* defining "like or directly competitive goods" apply for the purposes of sections 5 and 5.4.

12. Le paragraphe 4.2(2) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* est remplacé par ce qui suit :

(2) Les règlements pris en vertu de l'alinéa 40b) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* qui définissent « marchandises similaires ou directement concurrentes » s'appliquent dans le cadre des articles 5 et 5.4.

1994, ch. 47, art. 102

Application du terme défini par règlement

Application of definition in regulations

13. The Act is amended by adding the following after section 5.3:

5.4 (1) The following definitions apply in this section.

“action” means

(a) any action, including a provisional action, taken

13. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 5.3, de ce qui suit :

5.4 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« cause importante » Toute cause sérieuse de dommage sensible ou de menace d'un tel dommage, sans qu'il soit nécessaire que l'importance de la cause soit égale ou supérieure à celle d'autres causes.

Définitions

« cause importante » "significant cause"

Definitions

“action” « mesure »

	(i) by the People's Republic of China to prevent or remedy market disruption in a WTO Member other than Canada, or	« désorganisation du marché » Accroissement rapide de la quantité de marchandises importées, en termes absolus ou par rapport à la production nationale de ces marchandises, qui constitue une cause importante de	5	« désorganisa- tion du marché » "market disruption"
	(ii) by a WTO Member other than Canada to withdraw concessions under the World Trade Organization Agreement or otherwise to limit imports to prevent or remedy market disruption in that Member caused or threatened by the importation of goods originating in the People's Republic of China; or	« membre de l'OMC » Membre de l'Organisation mondiale du commerce instituée par l'article I de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce signé à Marrakech le 15 avril 1994.	10	« membre de l'OMC » "WTO Member"
	(b) any combination of actions referred to in paragraph (a).	« mesure »	15	« mesure » "action"
"market disruption" « désorganisa- tion du marché »	"market disruption" means a rapid increase in the importation of goods that are like or directly competitive with goods produced by a domestic industry, in absolute terms or relative to the production of those goods by a domestic industry, so as to be a significant cause of material injury, or threat of material injury, to the domestic industry.	a) Mesure, provisoire ou non, prise :	20	
"significant cause" « cause importante »	"significant cause" means, in respect of a material injury or threat thereof, an important cause that need not be as important as, or more important than, any other cause of the material injury or threat.	(i) soit par la République populaire de Chine pour prévenir ou corriger toute désorganisation du marché d'un membre de l'OMC autre que le Canada,	20	
"WTO Member" « membre de l'OMC »	"WTO Member" means a Member of the World Trade Organization established by Article I of the Agreement Establishing the World Trade Organization, signed at Marrakesh on April 15, 1994.	(ii) soit par un membre de l'OMC autre que le Canada en vue de retirer des concessions accordées dans le cadre de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, ou de limiter d'une autre manière les importations pour prévenir ou corriger toute désorganisation du marché que cause ou menace de causer l'importation de marchandises originaires de la République populaire de Chine;	30	
Addition to Import Control List — market disruption	(2) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on a report of the Minister made pursuant to an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under section 30.21 or 30.22 of the <i>Canadian International Trade Tribunal Act</i> , that goods originating in the People's Republic of China are being imported or are likely to be imported into Canada in such increased quantities or under such conditions that they cause or threaten to cause market disruption to domestic producers of like or directly competitive goods, those goods may, by order of the Governor in Council, be included on the Import Control List, for the purpose of	b) combinaison de mesures visées à l'alinéa a).	35	
	(2) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on a report of the Minister made pursuant to an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under section 30.21 or 30.22 of the <i>Canadian International Trade Tribunal Act</i> , that goods originating in the People's Republic of China are being imported or are likely to be imported into Canada in such increased quantities or under such conditions that they cause or threaten to cause market disruption to domestic producers of like or directly competitive goods, those goods may, by order of the Governor in Council, be included on the Import Control List, for the purpose of	(2) Dans les cas où le gouverneur en conseil est convaincu, sur rapport du ministre établi en conséquence d'une enquête tenue par le Tribunal canadien du commerce extérieur en application des articles 30.21 ou 30.22 de la <i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> , que des marchandises originaires de la République populaire de Chine sont importées au Canada — ou sont susceptibles de l'être — en quantité tellement accrue ou dans des conditions telles que leur importation cause ou menace de causer une désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ces marchandises peuvent, par	40	Addition à la liste des marchandises d'importation contrôlée : désorganisation du marché

limiting the importation of such goods to the extent and for the period that in the opinion of the Governor in Council is necessary to prevent or remedy the market disruption.

décret du gouverneur en conseil, être portées sur la liste des marchandises d'importation contrôlée afin de limiter leur importation dans la mesure et pour la période que le gouverneur en conseil estime nécessaires pour éviter ou 5 corriger la désorganisation du marché.

Addition to
Import
Control
List — trade
diversion

(3) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on a report of the Minister made pursuant to an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under section 30.21 or 30.23 of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that an 10 action causes or threatens to cause a significant diversion of trade into the domestic market in Canada, any goods originating in the People's Republic of China may, by order of the Governor in Council, be included on the 15 Import Control List, for the purpose of limiting the importation of such goods to the extent that is necessary to prevent or remedy the trade diversion.

(3) Dans les cas où le gouverneur en conseil 5 est convaincu, sur rapport du ministre établi en conséquence d'une enquête tenue par le Tribunal canadien du commerce extérieur en 10 application des articles 30.21 ou 30.23 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, qu'une mesure cause ou menace de 15 causer un important détournement des échanges vers le marché intérieur, les marchandises originaires de la République populaire de 20 Chine peuvent, par décret du gouverneur en conseil, être portées sur la liste des marchandises d'importation contrôlée afin de limiter 25 leur importation dans la mesure que le gouverneur en conseil estime nécessaire pour éviter le détournement des échanges ou y remédier.

Addition à la
liste des
marchandises
d'importation
contrôlée :
détournement
des échanges

Extension
order

(4) The Governor in Council may, on the 20 recommendation of the Minister, make an extension order including on the Import Control List any goods with respect to which an order has been made under this subsection or subsection (2) or under section 77.1 or 77.3 25 of the *Customs Tariff* if, at any time before the order expires, it appears to the satisfaction of the Governor in Council, as a result of an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under subsection 30.25(7) of 30 the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that an order continues to be necessary to prevent or remedy market disruption to domestic producers of like or directly competitive goods.

(4) Lorsque, avant l'expiration du décret 20 pris en vertu du présent paragraphe ou du paragraphe (2) ou des articles 77.1 ou 77.3 du 25 *Tarif des douanes* à l'égard de marchandises, il est convaincu, en se fondant sur une enquête menée, en vertu du paragraphe 30.25(7) de la 30 *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, par le Tribunal canadien du commerce extérieur, qu'un décret continue d'être 35 nécessaire pour prévenir ou corriger une désorganisation du marché pour des producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, le gouverneur en 40 conseil peut par décret, sur recommandation du ministre, porter toutes marchandises visées par le décret antérieur sur la liste des marchan- 45 dises d'importation contrôlée.

Décret
d'extension

Repeal or
amendment of
inclusion
order

(5) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council that an order including any goods on the Import Control List under subsection (2), (3) or (4) should be 40 repealed or amended, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order, repeal or amend the order.

(5) Sur recommandation du ministre, le 40 gouverneur en conseil peut, par décret, abroger ou modifier le décret pris en vertu des paragraphes (2), (3) ou (4) s'il est convaincu que cela devrait être fait.

Abrogation
ou
modification
du décret

Addition to
Import
Control List

(6) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on a report of the Minister made as described in subsection (2), that goods originating in the People's Republic of China are being imported or are likely to be imported into Canada at such prices, in such quantities or under such conditions as to make it advisable to collect information with respect to the importation of those goods in order to ascertain whether the importation is causing or threatening to cause market disruption to domestic producers of like or directly competitive goods, those goods may, by order of the Governor in Council, be included on the Import Control List in order to facilitate the collection of that information.

(6) Lorsqu'il est convaincu, en se fondant sur un rapport du ministre établi de la façon prévue au paragraphe (2), que des marchandises originaires de la République populaire de Chine sont importées au Canada — ou sont susceptibles de l'être — à des prix, en quantités ou dans des conditions tels qu'il est souhaitable d'obtenir sur leur importation des renseignements afin de déterminer si celle-ci cause ou menace de causer une désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

Addition à la
liste des
marchandises
d'importation
contrôlée

Addition to
Import
Control List

(7) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on a report of the Minister made as described in subsection (3), that an action causes or threatens to cause a significant diversion of trade into the domestic market in Canada so as to make it advisable to collect information with respect to goods originating in the People's Republic of China in order to ascertain whether the action causes or threatens to cause a significant diversion of trade into the domestic market in Canada, those goods may, by order of the Governor in Council, be included on the Import Control List in order to facilitate the collection of that information.

(7) Lorsqu'il est convaincu, en se fondant sur un rapport du ministre établi de la façon prévue au paragraphe (3), qu'une mesure cause ou menace de causer un important détournement des échanges vers le marché intérieur dans des conditions telles qu'il est souhaitable d'obtenir sur l'importation de marchandises originaires de la République populaire de Chine des renseignements afin de déterminer si la mesure cause ou menace de causer un tel détournement, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter les marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

Addition à la
liste des
marchandises
d'importation
contrôlée

Addition to
Import
Control List

(8) If, for the purpose of facilitating the implementation of an order made under section 77.1, 77.3 or 77.6 of the *Customs Tariff*, the Governor in Council considers it necessary to control the importation of goods originating in the People's Republic of China or collect information with respect to their importation, the Governor in Council may, by order, include those goods on the Import Control List for that purpose.

(8) Le gouverneur en conseil peut, par décret, porter des marchandises originaires de la République populaire de Chine sur la liste des marchandises d'importation contrôlée si, pour faciliter l'application des décrets pris aux termes des articles 77.1, 77.3 ou 77.6 du *Tarif des douanes*, il estime nécessaire de contrôler leur importation ou d'obtenir des renseignements à cet égard.

Adjonction à
la liste des
marchandises
d'importation
contrôlée

Goods
deemed to be
removed from
List

(9) If goods are included on the Import Control List by order of the Governor in Council under subsection (8), the goods shall be deemed to be removed from that List on the earlier of

(9) Les marchandises portées sur la liste des marchandises d'importation contrôlée aux termes d'un décret pris en application du paragraphe (8) sont réputées radiées de la liste à celle des dates suivantes qui est antérieure à l'autre :

Radiation de
la liste

	(a) the day, if any, specified in that order, and	a) la date précisée dans le décret, s'il y a lieu;	
	(b) the day on which the order made under section 77.1, 77.3 or 77.6 of the <i>Customs Tariff</i> ceases to have effect or is repealed pursuant to section 77.2, 77.3 or 77.4 of that Act, as the case may be.	b) la date d'abrogation ou de cessation d'effet du décret pris en vertu des articles 77.1, 77.3 ou 77.6 du <i>Tarif des douanes</i> , selon le cas, prévue aux articles 77.2, 77.3 ou 77.4 de cette loi.	
Expiry date	(10) Subsections (1) to (9) cease to have effect on December 11, 2013.	(10) Les paragraphes (1) à (9) cessent d'avoir effet le 11 décembre 2013.	Cessation d'effet
1997, c. 14, s. 75	14. Subsection 8(2) of the Act is replaced by the following:	14. Le paragraphe 8(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1997, ch. 14, art. 75
Import permits	(2) Notwithstanding subsection (1) and any regulation made under section 12 that is not compatible with the purpose of this subsection, if goods are included on the Import Control List solely for the purpose of collecting information pursuant to subsection 5(4.3), (5) or (6) or 5.4(6), (7) or (8), the Minister shall issue to any resident of Canada applying therefor a permit to import those goods, subject only to compliance with and the application of any regulations made under section 12 that it is reasonably necessary to comply with or apply in order to achieve that purpose.	(2) Malgré le paragraphe (1) et tout règlement d'application de l'article 12 incompatible avec l'objet du présent paragraphe, le ministre délivre à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence pour l'importation de marchandises figurant sur la liste des marchandises d'importation contrôlée aux seules fins d'obtenir des renseignements en application des paragraphes 5(4.3), (5) ou (6) ou 5.4(6), (7) ou (8), sous la seule réserve de l'observation des règlements d'application de l'article 12 qui sont nécessaires à ces fins.	Licence d'importation
1997, c. 14, s. 78(1)	15. (1) The portion of subsection 10(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	15. (1) Le passage du paragraphe 10(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	1997, ch. 14, par. 78(1)
Alteration of permits, etc.	(2) If a permit has been issued under this Act to any person for the exportation or importation of goods that have been included on the Export Control List or the Import Control List solely for the purpose described in subsection 5(4.3), (5) or (6), 5.1(1), 5.2(1), (2) or (3) or 5.4(6), (7) or (8), and	(2) Le ministre peut modifier, suspendre ou annuler une licence, au besoin, lorsqu'il y a eu délivrance, en vertu de la présente loi, d'une licence pour l'exportation ou pour l'importation de marchandises figurant sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée ou sur celle des marchandises d'importation contrôlée aux seules fins visées aux paragraphes 5(4.3), (5) ou (6), 5.1(1), 5.2(1), (2) ou (3) ou 5.4(6), (7) ou (8), et que l'on se trouve dans l'une des circonstances suivantes :	Modification des licences
1997, c. 14, s. 78(2)	(2) Paragraph 10(2)(c) of the Act is replaced by the following:	(2) L'alinéa 10(2)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1997, ch. 14, par. 78(2)
	(c) the goods have, subsequent to the issuance of the permit, been included on the Export Control List or the Import Control List for a purpose other than that described in subsection 5(4.3), (5) or (6), 5.1(1), 5.2(1), (2) or (3) or 5.4(6), (7) or (8),	c) les marchandises ont, après la délivrance de la licence, été portées sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée ou sur celle des marchandises d'importation contrôlée à d'autres fins que celles visées aux paragraphes 5(4.3), (5) ou (6), 5.1(1), 5.2(1), (2) ou (3) ou 5.4(6), (7) ou (8);	

R.S., c. S-15

SPECIAL IMPORT MEASURES ACT

LOI SUR LES MESURES SPÉCIALES D'IMPORTATION

L.R., ch. S-15

1999, c. 12, s. 7, c. 17, par. 183(1)(u)

16. The portion of subsection 20(1) of the *Special Import Measures Act* before paragraph (c) is replaced by the following:

16. Le passage du paragraphe 20(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* précédant l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

1999, ch. 12, art. 7, ch. 17, al. 183(1u)

Normal value where export monopoly

20. (1) Where goods sold to an importer in Canada are shipped directly to Canada

(a) from a prescribed country where, in the opinion of the Commissioner, domestic prices are substantially determined by the government of that country and there is sufficient reason to believe that they are not substantially the same as they would be if they were determined in a competitive market, or

(b) from any other country where, in the opinion of the Commissioner,

(i) the government of that country has a monopoly or substantial monopoly of its export trade, and

(ii) domestic prices are substantially determined by the government of that country and there is sufficient reason to believe that they are not substantially the same as they would be if they were determined in a competitive market,

20. (1) Si des marchandises vendues à un importateur se trouvant au Canada sont expédiées directement au Canada :

a) soit d'un pays désigné par règlement dont, de l'avis du commissaire, le gouvernement fixe, en majeure partie, les prix intérieurs de sorte qu'il y a lieu de croire que ceux-ci seraient différents dans un marché où joue la concurrence;

b) soit d'un pays autre qu'un pays désigné par règlement dont, de l'avis du commissaire, le gouvernement, à la fois :

(i) exerce un monopole ou un quasi-monopole sur son commerce à l'exportation,

(ii) fixe, en majeure partie, les prix intérieurs de sorte qu'il y a lieu de croire que ceux-ci seraient différents dans un marché où joue la concurrence,

l'un des montants suivants représente la valeur normale de ces marchandises :

5 Valeur normale en cas de monopole à l'exportation

the normal value of the goods is 25

TRANSITIONAL PROVISIONS

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Definitions

17. The following definitions apply in this section and in section 18.

17. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et à l'article 18.

Définitions

"commencement day" « date de référence »

"commencement day" means the day on which this section comes into force.

« ancienne loi » La *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version antérieure à la date de référence.

« ancienne loi » "old Act"

"new Act" « nouvelle loi »

"new Act" means the *Special Import Measures Act* as it read on the commencement day.

« anciens règlements » Les règlements pris en vertu de l'ancienne loi.

« anciens règlements » "old regulations"

"new regulations" « nouveaux règlements »

"new regulations" means the regulations made under the new Act.

« date de référence » La date d'entrée en vigueur du présent article.

« date de référence » "commencement day"

"old Act" « ancienne loi »

"old Act" means the *Special Import Measures Act* as it read on then day before the commencement day.

« nouveaux règlements » Les règlements pris en vertu de la nouvelle loi.

« nouveaux règlements » "new regulations"

“old regulations”
« anciens règlements »

“old regulations” means the regulations made under the old Act.

« nouvelle loi » La *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version applicable à la date de référence.

« nouvelle loi »
“new Act”

“order or finding”
« ordonnance ou conclusions »

“order or finding” has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Special Import Measures Act*.

« ordonnance ou conclusions » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

« ordonnance ou conclusions »
“order or finding”

Disposition of notified complaints

18. (1) Subject to this section, if, before the commencement day, notice of a complaint respecting the dumping or subsidizing of goods that is properly documented, within the meaning assigned to that expression by subsection 2(1) of the old Act, has been given under paragraph 32(1)(a) of the old Act, any proceeding, process or action in respect of the goods shall be continued and disposed of in accordance with the old Act and the old regulations.

18. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, dans les cas où avis qu'un dossier d'une plainte concernant le dumping ou le subventionnement de marchandises est complet — au sens du paragraphe 2(1) de l'ancienne loi — a été donné en vertu de l'alinéa 32(1)a) de l'ancienne loi, les mesures — procédures, décisions et autres — relatives aux marchandises se poursuivent et sont prises sous le régime de l'ancienne loi et des anciens règlements.

Décisions relatives aux plaintes ayant fait l'objet d'un avis

Proceedings re goods subject to order after commencement date

(2) If the Canadian International Trade Tribunal makes an order or finding under subsection 43(1) of the *Special Import Measures Act* on or after the commencement day with respect to goods that are the subject of a complaint referred to in subsection (1), any subsequent proceeding, process or action in relation to any of those goods other than the following shall be disposed of in accordance with the new Act and the new regulations:

(2) Dans les cas où le Tribunal canadien du commerce extérieur rend une ordonnance ou des conclusions au titre du paragraphe 43(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, à la date de référence ou après cette date relativement aux marchandises ayant fait l'objet de la plainte visée au paragraphe (1), les mesures postérieures se prennent sous le régime de la nouvelle loi et des nouveaux règlements, à l'exception des mesures suivantes :

Mesures concernant les marchandises assujetties à l'ordonnance postérieure à la date de référence

(a) a judicial review in relation to that order or finding and any proceeding, process or action in relation to the judicial review;

a) le contrôle judiciaire relatif à cette ordonnance ou à ces conclusions ainsi que les mesures afférentes;

(b) a proceeding, process or action in relation to any of those goods that were released before the commencement day; or

b) les mesures relatives aux marchandises qui ont été dédouanées avant la date de référence;

(c) a proceeding, process or action in relation to any of those goods that were released on or after the commencement day but on or before the day on which the Canadian International Trade Tribunal made the order or finding.

c) les mesures relatives aux marchandises qui ont été dédouanées à la date de référence ou après cette date, mais à la date ou avant la date à laquelle le Tribunal canadien du commerce extérieur a rendu l'ordonnance ou les conclusions.

Effect of order or finding

(3) For greater certainty, any order or finding that is in effect on the commencement day shall, for the purposes of sections 3 to 6 of the new Act, have the same force

(3) Il est entendu que l'ordonnance et les conclusions en vigueur à la date de référence ont, pour l'application des articles 3 à 6 de la nouvelle loi, la même valeur que si elles

Effet de l'ordonnance et des conclusions

and effect as if it were made under the new Act.

avaient été rendues en vertu de la nouvelle loi.

Determination of normal value, etc., where undertaking

(4) Any determination, on or after the commencement day, of a normal value or margin of dumping in relation to any goods that are subject to an undertaking accepted before the commencement day shall be made in accordance with the new Act.

(4) Toute détermination, à la date de référence ou après cette date, de la valeur normale ou de la marge de dumping relative à des marchandises visées par un engagement accepté avant la date de référence est effectuée conformément à la nouvelle loi.

Détermination de la valeur normale, etc., dans le cadre d'un engagement

Determination of normal value, etc.

(5) A normal value or margin of dumping determined in relation to goods under the old Act shall, for the purposes of goods released on or after the commencement day, other than goods to which paragraph (2)(c) applies, be deemed to have been made under the new Act.

(5) Toute détermination de la valeur normale ou de la marge de dumping relative à des marchandises effectuée conformément à l'ancienne loi est réputée, en ce qui concerne les marchandises dédouanées à la date de référence ou après cette date — sauf les marchandises visées par l'alinéa (2)c) —, avoir été effectuée conformément à la nouvelle loi.

Présomption

Re-determination of normal value, etc.

(6) A re-determination of a normal value or margin of dumping referred to in subsection (5) shall be made in accordance with the new Act.

(6) Toute nouvelle détermination de la valeur normale ou de la marge de dumping visée au paragraphe (5) est effectuée conformément à la nouvelle loi.

Nouvelle détermination de la valeur normale, etc.

COORDINATING AMENDMENTS

DISPOSITIONS DE COORDINATION

1997, c. 36

19. On the later of the coming into force of

19. À l'entrée en vigueur de la définition de « droits de douane », à l'article 80 du *Tarif des douanes*, dans sa version édictée par l'article 8 de la présente loi, ou à celle de cette définition dans sa version édictée par l'article 41 de la *Loi sur l'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica*, la dernière en date étant à retenir, la définition de « droits de douane », à l'article 80 du *Tarif des douanes*, est remplacée par ce qui suit :

1997, ch. 36

(a) the definition "customs duties" in section 80 of the *Customs Tariff*, as enacted by section 8 of this Act, and

(b) the definition "customs duties" in section 80 of the *Customs Tariff*, as enacted by section 41 of the *Canada-Costa Rica Free Trade Agreement Implementation Act*,

the definition "customs duties" in section 80 of the *Customs Tariff* is replaced by the following:

« droits de douane » Sauf pour l'application des articles 95 et 96, les droits de douane imposés en application de la partie 2, à l'exclusion des surtaxes imposées au titre des articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78, ou des droits temporaires imposés au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76.1.

« droits de douane » "customs duties"

"customs duties" « droits de douane »

"customs duties", other than for the purposes of sections 95 and 96, means customs duties imposed under Part 2, other than surtaxes imposed under section 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78 or temporary duties imposed under any of sections 69 to 76.1.

Bill C-47

20. If Bill C-47, introduced in the 1st Session of the 37th Parliament and entitled the *Excise Act, 2001*, has not received royal assent on the later of the coming into force of section 42 of the *Canada-Costa Rica Free Trade Agreement Implementation Act* and

20. Si le projet de loi C-47, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37^e législature et intitulé *Loi de 2001 sur l'accise*, n'a pas reçu la sanction royale à l'entrée en vigueur de l'article 42 de la *Loi sur l'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica* ou à celle

Projet de loi C-47

section 9 of this Act, then at that time subsection 94(1) of the *Customs Tariff* is replaced by the following:

Definition of
"customs
duties"

94. (1) In sections 95 and 96, "customs duties" means customs duties imposed under Part 2, other than additional customs duties levied under section 21, surtaxes imposed under section 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78 or temporary duties imposed under any of sections 69 to 76.1.

Bill C-47

21. (1) Subsections (2) to (4) apply if Bill C-47, introduced in the 1st Session of the 37th Parliament and entitled the *Excise Act, 2001* (the "other Act"), receives royal assent.

(2) If, on the later of the coming into force of section 9 of this Act and section 42 of the *Canada–Costa Rica Free Trade Agreement Implementation Act*, section 351 of the other Act is not in force, then at that time

(a) subsection 94(1) of the *Customs Tariff* is replaced by the following:

Definition of
"customs
duties"

94. (1) In sections 95 and 96, "customs duties" means customs duties imposed under Part 2, other than additional customs duties levied under section 21, surtaxes imposed under section 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78 or temporary duties imposed under any of sections 69 to 76.1.

(b) subsection 411(2) of the other Act is repealed.

(3) If, on the later of the coming into force of section 9 of this Act and section 351 of the other Act, section 42 of the *Canada–Costa Rica Free Trade Agreement Implementation Act* is not in force, then at that time

(a) subsection 94(1) of the *Customs Tariff* is replaced by the following:

de l'article 9 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, à la date d'entrée en vigueur retenue, le paragraphe 94(1) du *Tarif des douanes* est remplacé par ce qui suit :

5

94. (1) Dans les articles 95 et 96, « droits de douane » s'entend des droits de douane imposés en application de la partie 2, à l'exclusion des droits de douane supplémentaires perçus au titre de l'article 21, des surtaxes imposées au titre des articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78, ou des droits temporaires imposés au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76.1.

Définition de
« droits de
douane »

21. (1) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-47, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37^e législature et intitulé *Loi de 2001 sur l'accise* (appelé « autre loi » au présent article).

Projet de loi
C-47

(2) Si, à l'entrée en vigueur de l'article 9 de la présente loi ou à celle de l'article 42 de la *Loi sur l'Accord de libre-échange Canada–Costa Rica*, la dernière en date étant à retenir, l'article 351 de l'autre loi n'est pas en vigueur, à la date de l'entrée en vigueur retenue :

a) le paragraphe 94(1) du *Tarif des douanes* est remplacé par ce qui suit :

94. (1) Dans les articles 95 et 96, « droits de douane » s'entend des droits de douane imposés en application de la partie 2, à l'exclusion des droits de douane supplémentaires perçus au titre de l'article 21, des surtaxes imposées au titre des articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78, ou des droits temporaires imposés au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76.1.

Définition de
« droits de
douane »

b) le paragraphe 411(2) de l'autre loi est abrogé.

40

(3) Si, à l'entrée en vigueur de l'article 9 de la présente loi ou à celle de l'article 351 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'article 42 de la *Loi sur l'Accord de libre-échange Canada–Costa Rica* n'est pas en vigueur, à la date de l'entrée en vigueur retenue :

Definition of
"customs
duties"

94. (1) In sections 95 and 96, "customs duties" means customs duties imposed under Part 2, other than

(a) additional customs duties levied under sections 21.1 to 21.3;

(b) surtaxes imposed under section 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78; or

(c) temporary duties imposed under any of sections 69 to 76.

(b) subsection 411(2) of the other Act is 10 repealed.

(4) On the latest of the coming into force of section 9 of this Act, section 351 of the other Act and section 42 of the *Canada-Costa Rica Free Trade Agreement Implementation Act*, subsection 94(1) of the *Customs Tariff* is replaced by the following:

Definition of
"customs
duties"

94. (1) In sections 95 and 96, "customs duties" means customs duties imposed under Part 2, other than

(a) additional customs duties levied under sections 21.1 to 21.3;

(b) surtaxes imposed under section 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78; or

(c) temporary duties imposed under any of sections 69 to 76.1.

Bill C-47

22. If Bill C-47, introduced in the 1st Session of the 37th Parliament and entitled the *Excise Act, 2001*, has not received royal assent on the later of the coming into force of section 43 of the *Canada-Costa Rica Free Trade Agreement Implementation Act* and section 10 of this Act, then at that time subparagraph 99(a)(iii) of the *Customs Tariff* is replaced by the following:

(iii) the circumstances in which, and the classes of goods in respect of which, relief of duties levied under section 21 or under the *Special Import Measures Act*, a surtax imposed under section 53, 55, 60, 40 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78, a temporary duty imposed under any of sections 69 to 76.1, a tax levied under the *Excise Tax Act* or a duty imposed under the *Excise Act* may not be granted, 45

a) le paragraphe 94(1) du *Tarif des douanes* est remplacé par ce qui suit :

94. (1) Dans les articles 95 et 96, « droits de douane » s'entend des droits de douane imposés en application de la partie 2, à l'exclusion : 5

a) des droits de douane additionnels perçus au titre des articles 21.1 à 21.3;

b) des surtaxes imposées au titre des articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78;

c) des droits temporaires imposés au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76.

b) le paragraphe 411(2) de l'autre loi est abrogé.

(4) À l'entrée en vigueur de l'article 9 de la présente loi, à celle de l'article 351 de l'autre loi ou à celle de l'article 42 de la *Loi sur l'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica*, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 94(1) du *Tarif des douanes* est remplacé par ce qui suit : 20

94. (1) Dans les articles 95 et 96, « droits de douane » s'entend des droits de douane imposés en application de la partie 2, à l'exclusion :

a) des droits de douane additionnels perçus au titre des articles 21.1 à 21.3; 25

b) des surtaxes imposées au titre des articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78;

c) des droits temporaires imposés au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76.1.

22. Si le projet de loi C-47, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37^e législature et intitulé *Loi de 2001 sur l'accise*, n'a pas reçu la sanction royale à l'entrée en vigueur de l'article 43 de la *Loi sur l'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica* ou à celle de l'article 10 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, à la date d'entrée en vigueur retenue, le sous-alinéa 99a)(iii) du *Tarif des douanes* est remplacé par ce qui suit : 40

(iii) désigner les catégories de marchandises qui sont inadmissibles à l'exonération des droits perçus au titre de l'article 21 ou de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, des surtaxes imposées en vertu des articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78, des droits temporaires

Définition de
« droits de
douane »

Définition de
« droits de
douane »

Projet de loi
C-47

Bill C-47

23. (1) Subsections (2) to (4) apply if Bill C-47, introduced in the 1st Session of the 37th Parliament and entitled the *Excise Act, 2001* (the “other Act”), receives royal assent.

(2) If, on the later of the coming into force of section 10 of this Act and section 43 of the *Canada–Costa Rica Free Trade Agreement Implementation Act*, section 352 of the other Act is not in force, then at that time

(a) subparagraph 99(a)(iii) of the *Customs Tariff* is replaced by the following:

(iii) the circumstances in which, and the classes of goods in respect of which, relief of duties levied under section 21 or 15 under the *Special Import Measures Act*, a surtax imposed under section 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78, a temporary duty imposed under any of sections 69 to 76.1, a tax levied under the *Excise Tax Act* or a duty imposed under the *Excise Act* may not be granted,

(b) subsection 411(3) of the other Act is repealed.

(3) If, on the later of the coming into force of section 10 of this Act and section 352 of the other Act, section 43 of the *Canada–Costa Rica Free Trade Agreement Implementation Act* is not in force, then at that time

(a) subparagraph 99(a)(iii) of the *Customs Tariff* is replaced by the following:

(iii) the circumstances in which, and the classes of goods in respect of which, relief of duties levied under sections 21.1 to 21.3 or under the *Special Import* 35

imposés au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76.1, des taxes perçues au titre de la *Loi sur la taxe d'accise* ou des droits imposés au titre de la *Loi sur l'accise*, et déterminer les cas d'inadmissibilité.

23. (1) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-47, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37^e législature et intitulé *Loi de 2001 sur l'accise* (appelé « autre loi » au présent article).

(2) Si, à l'entrée en vigueur de l'article 10 de la présente loi ou à celle de l'article 43 de la *Loi sur l'Accord de libre-échange Canada–Costa Rica*, la dernière en date étant à retenir, l'article 352 de l'autre loi n'est pas en vigueur, à la date de l'entrée en vigueur retenue :

a) le sous-alinéa 99a)(iii) du *Tarif des douanes* est remplacé par ce qui suit :

(iii) désigner les catégories de marchandises qui sont inadmissibles à l'exonération des droits perçus au titre de l'article 21 ou de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, des surtaxes imposées en vertu des articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78, des droits temporaires imposés au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76.1, des taxes perçues au titre de la *Loi sur la taxe d'accise* ou des droits imposés au titre de la *Loi sur l'accise*, et déterminer les cas d'inadmissibilité.

b) le paragraphe 411(3) de l'autre loi est35 abrogé.

(3) Si, à l'entrée en vigueur de l'article 10 de la présente loi ou à celle de l'article 352 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'article 43 de la *Loi sur l'Accord de libre-échange Canada–Costa Rica* n'est pas en vigueur, à la date de l'entrée en vigueur retenue :

a) le sous-alinéa 99a)(iii) du *Tarif des douanes* est remplacé par ce qui suit : 45

(iii) désigner les catégories de marchandises qui sont inadmissibles à l'exonéra-

Projet de loi C-47

Measures Act, a surtax imposed under section 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78, a temporary duty imposed under any of sections 69 to 76, a tax levied under the *Excise Tax Act* or a duty imposed under the *Excise Act, 2001* may not be granted,

(b) subsection 411(3) of the other Act is repealed.

(4) On the latest of the coming into force of section 10 of this Act, section 352 of the other Act and section 43 of the *Canada–Costa Rica Free Trade Agreement Implementation Act*, subparagraph 99(a)(iii) of the *Customs Tariff* is replaced by the following:

(iii) the circumstances in which, and the classes of goods in respect of which, relief of duties levied under sections 21.1 to 21.3 or under the *Special Import Measures Act*, a surtax imposed under section 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78, a temporary duty imposed under any of sections 69 to 76.1, a tax levied under the *Excise Tax Act* or a duty imposed under the *Excise Act, 2001* may not be granted,

tion des droits perçus au titre des articles 21.1 à 21.3 ou de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, des surtaxes imposées en vertu des articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78, des droits temporaires imposés au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76, des taxes perçues au titre de la *Loi sur la taxe d'accise* ou des droits imposés au titre de la *Loi de 2001 sur l'accise*, et déterminer les cas d'inadmissibilité.

b) le paragraphe 411(3) de l'autre loi est abrogé.

(4) À l'entrée en vigueur de l'article 10 de la présente loi, à celle de l'article 352 de l'autre loi ou à celle de l'article 43 de la *Loi sur l'Accord de libre-échange Canada–Costa Rica*, la dernière en date étant à retenir, le sous-alinéa 99a)(iii) du *Tarif des douanes* est remplacé par ce qui suit :

(iii) désigner les catégories de marchandises qui sont inadmissibles à l'exonération des droits perçus au titre des articles 21.1 à 21.3 ou de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, des surtaxes imposées en vertu des articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78, des droits temporaires imposés au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76.1, des taxes perçues au titre de la *Loi sur la taxe d'accise* ou des droits imposés au titre de la *Loi de 2001 sur l'accise*, et déterminer les cas d'inadmissibilité.

Bill C-47

24. If Bill C-47, introduced in the 1st Session of the 37th Parliament and entitled the *Excise Act, 2001*, has not received royal assent on the later of the coming into force of section 44 of the *Canada–Costa Rica Free Trade Agreement Implementation Act* and section 11 of this Act, then at that time paragraph 113(4)(a) of the *Customs Tariff* is replaced by the following:

(a) the circumstances in which, and the classes of goods in respect of which, a refund or drawback of duties levied under section 21 or under the *Special Import Measures Act*, a surtax levied under section 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78, a

24. Si le projet de loi C-47, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37^e législature et intitulé *Loi de 2001 sur l'accise*, n'a pas reçu la sanction royale à l'entrée en vigueur de l'article 44 de la *Loi sur l'Accord de libre-échange Canada–Costa Rica* ou à celle de l'article 11 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, à la date d'entrée en vigueur retenue, l'alinéa 113(4)a) du *Tarif des douanes* est remplacé par ce qui suit :

a) les catégories de marchandises inadmissibles au remboursement ou au drawback des droits perçus au titre de l'article 21 ou de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, des surtaxes perçues au titre des

Projet de loi
C-47

temporary duty levied under any of sections 69 to 76.1, a tax levied under the *Excise Tax Act* or a duty levied under the *Excise Act* may not be granted under subsection (1);

articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78, des droits temporaires perçus au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76.1, des taxes perçues au titre de la *Loi sur la taxe d'accise* ou des droits perçus au titre de la *Loi sur l'accise*, ainsi que les cas d'inadmissibilité;

Bill C-47

25. (1) Subsections (2) to (4) apply if Bill C-47, introduced in the 1st Session of the 37th Parliament and entitled the *Excise Act, 2001* (the "other Act"), receives royal assent.

25. (1) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-47, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37^e législature et intitulé *Loi de 2001 sur l'accise* (appelé « autre loi » au présent article).

Projet de loi C-47

(2) If, on the later of the coming into force of section 11 of this Act and section 44 of the *Canada–Costa Rica Free Trade Agreement Implementation Act*, subsection 354(2) of the other Act is not in force, then at that time

(2) Si, à l'entrée en vigueur de l'article 11 de la présente loi ou à celle de l'article 44 de la *Loi sur l'Accord de libre-échange Canada–Costa Rica*, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 354(2) de l'autre loi n'est pas en vigueur, à la date de l'entrée en vigueur retenue :

(a) paragraph 113(4)(a) of the *Customs Tariff* is replaced by the following:

a) l'alinéa 113(4)a) du *Tarif des douanes* est remplacé par ce qui suit :

(a) the circumstances in which, and the classes of goods in respect of which, a refund or drawback of duties levied under section 21 or under the *Special Import Measures Act*, a surtax levied under section 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78, a temporary duty levied under any of sections 69 to 76.1, a tax levied under the *Excise Tax Act* or a duty levied under the *Excise Act* may not be granted under subsection (1);

a) les catégories de marchandises inadmissibles au remboursement ou au drawback des droits perçus au titre de l'article 21 ou 25 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, des surtaxes perçues au titre des articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78, des droits temporaires perçus au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76.1, des taxes perçues au titre de la *Loi sur la taxe d'accise* ou des droits perçus au titre de la *Loi sur l'accise*, ainsi que les cas d'inadmissibilité;

(b) subsection 411(4) of the other Act is repealed.

b) le paragraphe 411(4) de l'autre loi est35 abrogé.

(3) If, on the later of the coming into force of section 11 of this Act and subsection 354(2) of the other Act, section 44 of the *Canada–Costa Rica Free Trade Agreement Implementation Act* is not in force, then at that time

(3) Si, à l'entrée en vigueur de l'article 11 de la présente loi ou à celle du paragraphe 354(2) de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'article 44 de la *Loi sur l'Accord de libre-échange Canada–Costa Rica* n'est pas en vigueur, à la date de l'entrée en vigueur retenue :

(a) paragraph 113(4)(a) of the *Customs Tariff* is replaced by the following:

a) l'alinéa 113(4)a) du *Tarif des douanes* est remplacé par ce qui suit :

(a) the circumstances in which, and the classes of goods in respect of which, a refund or drawback of duties levied under 40

a) les catégories de marchandises inadmissibles au remboursement ou au drawback

sections 21.1 to 21.3 or under the *Special Import Measures Act*, a surtax levied under section 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78, a temporary duty levied under any of sections 69 to 76, a tax levied under the *Excise Tax Act* or a duty levied under the *Excise Act, 2001* may not be granted under subsection (1);

(b) subsection 411(4) of the other Act is repealed.

(4) On the latest of the coming into force of section 11 of this Act, subsection 354(2) of the other Act and section 44 of the *Canada–Costa Rica Free Trade Agreement Implementation Act*, paragraph 113(4)(a) of the *Customs Tariff* is replaced by the following:

(a) the circumstances in which, and the classes of goods in respect of which, a refund or drawback of duties levied under sections 21.1 to 21.3 or under the *Special Import Measures Act*, a surtax levied under section 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 or 78, a temporary duty levied under any of sections 69 to 76.1, a tax levied under the *Excise Tax Act* or a duty levied under the *Excise Act, 2001* may not be granted under subsection (1);

COMING INTO FORCE

Coming into force

26. The provisions of this Act, other than sections 19 to 25, or the provisions of any Act enacted or amended by this Act, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

des droits perçus au titre des articles 21.1 à 21.3 ou de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, des surtaxes perçues au titre des articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78, des droits temporaires perçus au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76, des taxes perçues au titre de la *Loi sur la taxe d'accise* ou des droits perçus au titre de la *Loi de 2001 sur l'accise*, ainsi que les cas d'inadmissibilité;

b) le paragraphe 411(4) de l'autre loi est abrogé.

(4) À l'entrée en vigueur de l'article 11 de la présente loi, à celle du paragraphe 354(2) de l'autre loi ou à celle de l'article 44 de la *Loi sur l'Accord de libre-échange Canada–Costa Rica*, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa 113(4)a du *Tarif des douanes* est remplacé par ce qui suit :

a) les catégories de marchandises inadmissibles au remboursement ou au drawback des droits perçus au titre des articles 21.1 à 21.3 ou de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, des surtaxes perçues au titre des articles 53, 55, 60, 63, 68, 77.1, 77.3, 77.6 ou 78, des droits temporaires perçus au titre de l'un ou l'autre des articles 69 à 76.1, des taxes perçues au titre de la *Loi sur la taxe d'accise* ou des droits perçus au titre de la *Loi de 2001 sur l'accise*, ainsi que les cas d'inadmissibilité;

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

26. Exception faite des articles 19 à 25, les dispositions de la présente loi ou celles de toute autre loi édictées par elle entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions du gouvernement du Canada
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull (Québec) Canada K1A 0S9

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa (Canada) K1A 0S9